le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

22 DÉCEMBRE 1994 AU 4 JANVIER 1995

Supplément au N° 980

SETTIMANALE ANARCHICO

UMANITA' NOVA

FONDATO NEL 1920

« Notre patrie est le monde entier ! »

« La nostra patria é il mondo intero ! »

Les anarchistes sont internationalistes, voilà une chose qui est bien connue.

Mais nous avons quand même voulu le démontrer en prenant l'initiative de ce numéro commun entre *Umanita Nova* (hebdomadaire de la Fédération anarchiste italienne) et *le Monde Libertaire*, initiative construite ensemble avec nos compagnons italiens. Une initiative de plus, que nous voudrions voir continuer et ouverte à d'autres compagnons anarchistes dans le monde.

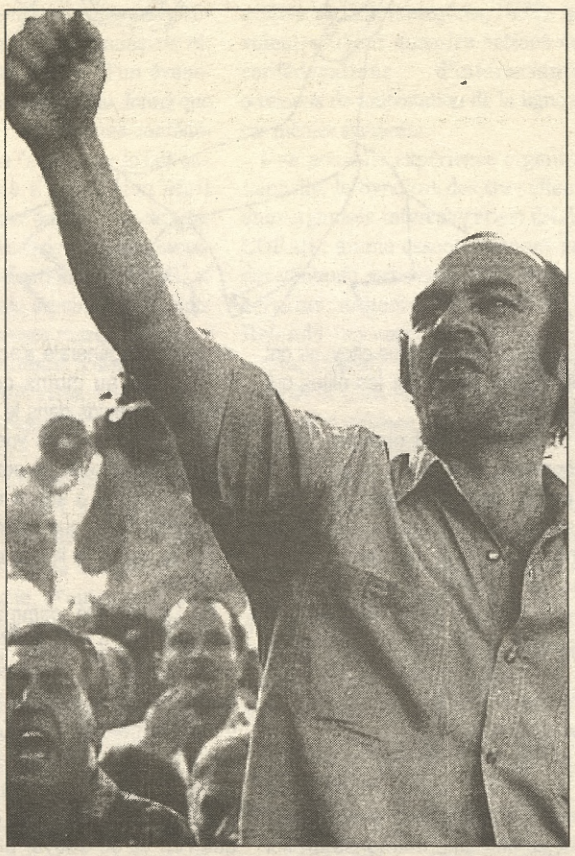
En ce qui concerne notre participation à ce supplément, il nous a semblé qu'il était important de traiter de la question de l'Europe face à toutes les possibilités réactionnaires du capitalisme, et en particulier le fascisme ou la guerre.

Nous sommes sûrs qu'il y aura d'autres occasions de nous rencontrer, quand nous ferons tomber toutes les frontières des Etats, par exemple.

« *Notre patrie est le monde entier…* »

Vive la révolution sociale, vive l'anarchie.

La Rédaction du *MONDE LIBERTAIRE*
Les RELATIONS INTERNATIONALES
de la FÉDÉRATION ANARCHISTE



« *Notre patrie est le monde entier* », chantaient nos compagnes et compagnons il y a un siècle, en dépit des nationalismes menaçants et des conflits inter-impérialistes qui semaient à pleines mains la haine entre les peuples.

Nous chantons également « *Notre patrie est le monde entier* » aujourd'hui, alors que d'horribles massacres remplissent notre quotidien jusqu'à faire disparaître l'idée d'une vie plus libre et juste. En promouvant cette initiative avec *le Monde libertaire*, nous voulons témoigner d'un engagement qui continue, d'une volonté révolutionnaire qui ne s'arrête pas aux frontières, d'un sentiment qui fait de la fraternité entre les peuples une de ses principales raisons d'être.

La lutte anarchiste doit être mondiale sous peine de s'épuiser dans une résistance localiste, c'est pourquoi nous soutenons toutes les initiatives favorisant au niveau international l'échange et l'action commune des anarchistes.

Dans cette optique, nous souhaitons que cette initiative commune avec *le Monde Libertaire* trouve d'autres adhésions dans le mouvement anarchiste international.

Avec les deux articles que nous vous envoyons, nous entendons vous offrir une vision des problèmes d'ordre syndical et politique auxquels nous sommes confrontés. La contribution « La Seconde République est-elle un nouveau régime ? » fait partie d'un travail plus large qui sera prochainement édité par Zéro de Conduite, la maison d'édition liée à la FAI, qui a sept titres à son actif. Ce travail entend analyser la nature et les bases sociales des « nouvelles » formes du pouvoir en Italie, en entrant dans le vif de la crise institutionnelle que traverse le pays, sans en oublier les implications internationales.

La Rédaction d'*UMANITA NOVA*
La Commission des RELATIONS INTERNATIONALES de la FAI

La prétendue impuissance de l'Europe

On entend souvent dire, et notamment à propos des conflits en ex-Yougoslavie, que l'Europe est « impuissante ». Et, pourtant, rien n'est plus faux. Il suffit en effet de se pencher sur quelques données objectives pour constater que l'Union Européenne est bel et bien puissante.

Il convient, auparavant, de rappeler les raisons qui ont poussé à cette union et qui sont, grosso modo, au nombre de trois :

— Le désir de la bourgeoisie européenne de se doter d'un marché à sa mesure (en hommes comme en marchandises) ;

— L'aspiration, souvent sincère et profonde, des populations à vivre en paix après des siècles de guerres incessantes et le carnage des deux dernières guerres mondiales qui partirent de l'Europe ;

— La volonté américaine de contrer, depuis l'Europe, la concurrence du bloc soviétique.

La régression des politiques sociales n'est pas la cause mais le complément de l'Union européenne

Ces raisons se sont bien sûr plus ou moins cumulées, avec plus ou moins de force suivant les périodes, avec certaines contradictions, avec aussi certaines apparences trompeuses. La régression des politiques sociales qui accompagne les dernières étapes de l'Union Européenne, par le traité de Maastricht en particulier, n'est pas, à cet égard, une cause fondamentale du processus d'union, comme le proclament certains courants de gauche ou d'extrême gauche qui tentent de canaliser n'importe quel mécontentement pour leur profit politicien (l'échéance des référendums sur l'Europe), mais plutôt un complément.

En effet, cette régression sociale ne touche pas seulement l'Europe mais l'ensemble des pays du monde, notamment les pays industrialisés (Etats-Unis à partir de Reagan, Japon à partir de Nakasone) mais aussi certains pays «en voie de développement» comme ceux de l'Amérique Latine où eurent lieu les premières coupes dans les budgets sociaux (Chili, Argentine…). Elle est le fait d'un capitalisme mondial en pleine restructuration qui a besoin d'une énorme masse de capitaux pour profiter de la troisième révolution industrielle (= informatique) et pour conquérir les nouveaux marchés (ex-bloc de l'Est, Asie du Sud-Est, Chine). La bourgeoisie accentue alors son prélèvement sur la masse salariale. La part plus ou moins redistributrice des Etats s'en trouve d'autant diminuée. Il n'y a donc pas d'Etat-Providence, et encore moins crise de celui-ci, car cet argent ne tombe pas du ciel (comme la providence divine), il provient des impôts prélevés par l'Etat et tout simplement de l'extorsion de la plus-value des travailleurs. Et chacun des pays européens n'a pas attendu Maastricht pour imposer leurs politiques antisociales.

Le désir de la bourgeoisie européenne de se doter d'un marché unique montre sa pleine mesure non

(suite p. IV)

La IIe République italienne est-elle un nouveau régime ?

TANDIS que pour de multiples raisons, on peut parler du passage de la première à la IIe République, il est moins évident que s'affirme un régime véritablement différent de celui issu de la Seconde Guerre mondiale.

Il peut être utile de se rappeler les changements marquant la transition entre l'ancien et le nouveau régime politique.

a) Le passage d'un système électoral à la proportionnelle à un système majoritaire uninomal.

Il ne s'agit pas évidemment d'un simple problème de technique électorale, mais de la tentative de réduire la pression des partis sur les assemblées en accordant une prime au parti majoritaire au niveau local et en introduisant le système uninomal au niveau national, tout en atténuant, il est vrai, ses effets par le maintien d'un pourcentage d'élus à la proportionnelle. Les partis traditionnels qui, en Italie, avaient réussi à survivre contrairement à ce qui s'est passé dans les grandes démocraties industrielles, ont été en définitive mis en marge de la vie politique au profit du parti de type « comité électoral », du parti de notables, et ils ont été poussés à se structurer en blocs électoraux fortement simplifiés par rapport au passé. En réalité, les grands partis de la Ière République (DC, PCI, PSI) avaient essayé d'aller dans cette direction en réduisant le poids des courants internes pour la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste, ou en s'autoréformant et en cherchant à réduire le poids de leur tradition (pour le Parti communiste). Mais ces tentatives avaient échoué dans le cours des années 80.

Les réformes électorales ont essayé de réduire le coût social du fonctionnement politique, du complexe système de clientélisme, des groupes de pression, du racket, qui avaient colonisé les partis. Il n'était évidemment pas question d'éliminer tout le pouvoir des groupes de pression sur les partis, mais de favoriser les plus forts au détriment d'une pléthore d'intérêts locaux et sectoriels incontrôlables et tendant à s'autoreproduire hors de tout contrôle et de toute logique sensée de gestion du social.

Il reste à voir si cette opération a réussi. L'adhésion à Forza Italia et à l'Alliance nationale d'une grande partie de la clientèle démocrate-chrétienne et socialiste va poser avec le temps plus d'un problème à une politique qui se veut néolibérale.

b) D'un point de vue symbolique, la IIe République voit la fin, ou au moins le redimensionnement, du mythe fondateur de la Ière République, l'antifascisme.

L'entrée au gouvernement des fascistes est l'aboutissement d'un processus dont les premiers signes remontent à une opération politique et culturelle du PSI de Craxi dans les années 80 qui tendait à faire du MSI un interlocuteur à utiliser contre le PCI et la DC, surtout dans le sud. L'épuisement de la valeur symbolique de l'opposition fascisme-antifascisme, au-delà du cadre des alliances politiques qui le rendent évident, dérive certainement en partie du simple fait que des années de république démocratique nous séparent de la Résistance, de la nécessité pour le nouveau bloc dirigeant d'utiliser la classe politique néofasciste au niveau local et syndical comme base militante, du fait que les fascistes peuvent se présenter comme une force n'ayant pas trempé dans les scandales financiers qui ont fait perdre toute légitimité aux vieux systèmes des partis, enfin, de l'émergence dans la société d'une hostilité viscérale aux partis, accompagnée du souhait d'un pouvoir charismatique.

Mais on ne doit pas sous-évaluer le fait que le modèle néolibéral du gouvernement tend à provoquer de fortes et douloureuses contradictions dans la société et à dissoudre les liens sociaux constitués au cours des précédentes décennies. Le néolibéralisme doit affronter ses propres contradictions : pendant qu'il exalte l'ordre, la famille, les bonnes valeurs, il provoque l'insécurité sociale liée au chômage, à la précarité du travail, à la réduction des services sociaux.

Ce genre de tensions peut entraîner des réflexes nationalistes, xénophobes, la recherche d'un pouvoir fort, et sur ce terrain, les fascistes sont une force à l'aise, surtout dans une période où ils se présentent comme un parti respectable, modéré, socialement sensible aux exigences des classes les plus pauvres.

c) L'affirmation explicite, surtout au travers de Forza Italia, mais aussi de la Ligue du Nord, d'une nouvelle légitimité, dans certaines limites, de la classe politique.

Si le parti bureaucratique de masse du XIXe siècle a été un extraordinaire outil d'ascension sociale pour les classes moyennes et la petite bourgeoisie, le nouveau modèle de parti politique, le parti « léger » plus proche d'un comité électoral que d'un appareil, se propose comme moyen pour l'ascension à un poste de responsabilité politique de la société civile qui est la société civile bourgeoise, au moins dans l'ordre social actuel.

Le profond mépris dont sont entourés les bureaucrates des partis, mépris amplement mérité, a ouvert la voie à d'importants secteurs de la bourgeoisie pour occuper le pouvoir politique. Quand Berlusconi affirme que les gouvernants doivent avoir démontré leurs capacités sur le front des entreprises et des professions avant d'assumer un rôle politique, il accorde à la bourgeoisie une supériorité morale sur les classes subalternes que le précédent modèle de gouvernement devait au moins passer sous silence. La fiction démocratique selon laquelle tous les citoyens sont égaux au niveau politique est en fait réévaluée et est

réduite au fait que tous les citoyens ont le même droit de choisir les élites qui les gouvernent.

Si la droite prend comme héros l'entrepreneur et le cadre, la gauche a déjà depuis longtemps choisi de se lier à la société civile bourgeoise à travers les intellectuels, professeurs universitaires et artistes. D'une certaine manière, la droite prend en charge la bourgeoisie et les classes moyennes dans leur fonction productive, alors que la gauche exalte encore un rôle de représentation générale.

La société est en somme considérée, par le nouvel ordre, comme un ensemble d'entreprises et en même temps, comme une entreprise en soi (l'entreprise Italie) et par conséquent, la politique se trouve explicitement réduite à la double fonction de la gestion de l'existence et de la publicité comme forme moderne d'hégémonie.

Si les classes étaient déjà niées dans la catégorie générale du citoyen de la culture politique des partis de la première République, aujourd'hui les citoyens sont ramenés au rôle de collaborateurs dans leur fonction productive et de clients dans leurs relations sociales.

d) Un aspect spécifique du nouveau gouvernement qu'il ne faut pas sous-évaluer est le rééquilibrage de la représentation politique au niveau le plus haut entre nord et sud, accompagné d'un retournement partiel de la tradition qui voyait l'hégémonie du nord dans le domaine de la production, alors que le sud fournissait la plus grande partie de la bureaucratie et de la classe politique.

Le sud ne voit aucune relance sur le plan économique et, au contraire, la dégradation générale s'accentue, mais il perd, ou au moins commence à perdre, son poids dans le système des partis. De ce point de vue, la petite et moyenne entreprise du nord marque un point important à son avantage et on peut reconnaître que sinon la Ligue du Nord, du moins le liguisme, commence à vaincre.

De l'autre côté, comme on l'a déjà souligné, Forza Italia et l'Alliance nationale ont rallié à leurs couleurs une grande partie de la clientèle des partis de gouvernement sur tout le territoire national, et en particulier au sud même sans compter le sudiste « centre chrétien-démocrate ». Il est probable que l'on va se trouver placés devant une dialectique entre l'exigence de l'entreprise du nord de recevoir des financements croissants, et celle de tenir tranquille, de n'importe quelle manière, les parties abandonnées du sud avec des financements publics plus réduits et ciblés que par le passé. Il sera intéressant de voir comment fonctionnera cette dialectique qui a déjà posé des problèmes au gouvernement dans le cas de la lutte des mineurs sardes et celle de Crotone. Dans les derniers mois, nous avons assisté à une série de révoltes dans les banlieues appauvries du sud, révoltes dues à l'effondrement simultané de l'économie régulière et de l'économie criminelle.

Si, dans cette situation, la démagogie fasciste a pu trouver une place, il est vrai qu'il existe aussi des potentialités intéressantes.

e) De nombreux compagnons ont parlé d'une véritable télécratie à propos de la victoire électorale de Berlusconi. A mon avis, ce n'est pas tant sur l'utilisation sans préjugés des télévisions privées par le pôle des libertés au cours de la dernière campagne électorale qu'il faut insister, que sur le processus plus général qui a vu la gigantesque expansion de l'utilisation sociale de la télévision dans la dernière décennie. De ce point de vue, Berlusconi a non seulement gagné les élections, mais remporté une victoire dans les luttes pour l'hégémonie culturelle avec le modèle de télévisions «éducatives» avancé par la gauche au travers de séries comme *Samarcande*, *Le rouge et le noir*, *Milan Italie*, etc.

En Italie, nous avons assisté à des processus similaires à ceux qui caractérisent les Etats-Unis depuis plusieurs décennies avec l'utilisation massive des techniques les plus avancées pour réaffirmer, sous forme de spectacle, les valeurs traditionnelles : famille, esprit de clocher, auto-affirmation individuelle dans le contexte social, patriotisme, etc.

En réalité, il n'est pas aussi facile, même si c'est possible, d'inverser la tendance historique à la dissolution de la famille traditionnelle et des liens communautaires qui y sont liés et, au contraire, le travail féminin, la précarisation sociale, la chute de la natalité sont des signes évidents de la dynamique dominante. D'autre part, un processus d'atomisation sociale, auquel ne correspondent plus les formes associatives sérieuses, tend à favoriser le besoin d'ordre et de sécurité et sur ces besoins, la droite peut construire une importante hégémonie culturelle.

Toujours plus, l'affectivité, la sécurité, l'identité deviennent des «marchandises» importantes au même titre sinon plus que les marchandises traditionnelles.

Il suffit de penser à ce qu'est un centre commercial avec ses places intérieures, lieux de rencontre et de socialisation dans le contexte d'un univers métropolitain désertifié, pour comprendre la tendance qui s'affirme. On la retrouve dans la diffusion des systèmes d'assurances et de retraites privées, dans la logique de rentabilité qui s'impose dans la santé et la formation, dans l'émergence du racket à l'intérieur de la périphérie urbaine. Le même usage massif, de la part de Forza Italia, de la similitude entre lutte politique et engagement sportif correspond à l'utilisation cynique du besoin d'appartenance qui caractérise l'actuelle situation des secteurs croissants de la société.

L'interchangeabilité entre supporters et aires de consensus électoral est à la fois un vieux, sinon très vieux, mécanisme pour entraîner une adhésion passive à l'ordre dominant et à un maximum de modernité.

Tous ces éléments permettent de parler d'un réel changement du modèle de gouvernement de la société au niveau national, mais pas encore d'un nouveau régime, puisqu'il n'y a pas encore en vue de cassure radicale avec le vieil ordre, mais plutôt une importante évolution interne. ♦

COSIMO SCARINZI

Italie : le syndicalisme de base

DANS LA SOCIÉTÉ italienne, depuis plus de deux décennies, surgissent, se développent, disparaissent des organismes de luttes des travailleurs qui sont externes aux syndicats officiels. Cela va des Comités Unitaires de Base, Assemblée Ouvriers-Etudiants, Assemblée autonome, Comité de lutte du Mai rampant italien aux Comités de Base (COBAS) de l'école de la seconde moitié des années 80.

Nous pouvons utiliser une périodisation, problématique, en ce qui concerne le rapport entre ces organismes et les syndicats institutionnels. Pour toute la période des années 70, ces structures ne se sont pas données, où à de rares et peu nettes exceptions, l'objectif de donner vie à des syndicats alternatifs mais se sont occupées d'assurer la continuité et d'amplifier la voix des mouvements d'usines, catégoriels, sociaux de différents types et qui surgissaient face à la politique des centrales CGIL-CISL-UIL (1). Souvent, dans ces organisations, était très importante la présence de militants d'extrême gauche peu intéressés par la dimension syndicale, mais plutôt portés à chercher d'en faire des organismes de base liés à leurs organisations ou courants politique d'appartenance.

La politique consensuelle suivie par les centrales CGIL-CISL-UIL, depuis la fin des années 70, le démantellement des conseils de délégués d'usines qui dans la période précédente avaient partiellement canalisé les poussées de la base, la progressive mais croissante attaque contre le salaire et les droits sociaux au cours des années 80 ont déterminé un mode de positionnement pour les organismes de base. De plus en plus souvent, les mouvements de base ont donné naissance à leur propre plate-forme et se sont proposés de nier la fonction de représentation que les syndicats confédéraux, en général, et les autonomes du service public, en particulier, prétendaient monopoliser. Nous avons déjà évoqué les comités de base de l'école de la période 1986-1988, on signalera également l'expérience de la Coordination des Machinistes unis (COMU) des Chemins de fer, qui menait dans la même période de nombreuses grèves contre les réductions d'effectifs et de nombreuses autres expériences similaires, même si de moindre portée, catégorielles et locales.

D'un autre côté, existaient déjà dans les années 80 quelques petits syndicats d'opposition comme les Représentants syndicaux de base (RdB) dans l'emploi publique, un syndicat assez fort dans quelques catégories précises, l'Union syndicale italienne (USI-AIT), animée par des militants anarchistes et alors plus portée à la propagande anarcho-syndicaliste qu'à une effective activité syndicale ou autres.

Avec la radicalisation de l'attaque étatique et gouvernementale contre les travailleurs et le développement d'un rapport toujours plus étroit de concertation entre patronat, gouvernement et CGIL-CISL-UIL, il y eut une modification de la situation en ce qui concerne le syndicalisme alternatif. De la FIM (le syndicat des métallurgistes de la CISL) sortit une forte minorité en Lombardie et donna naissance à la Fédération des Travailleurs Métallurgistes Unis (FLMU), qui sera rejointe par des groupes et des anciens adhérents de la CGIL, ainsi que par des travailleurs

Le syndicalisme d'opposition, typique du secteur public ?

sans appartenance syndicale initiale. Il s'agissait du premier exemple de syndicalisme alternatif dans l'industrie et, dans le contexte italien, d'un événement de portée notable étant donné que jusqu'alors les bureaucrates confédéraux avaient mis l'accent sur le fait que le syndicalisme d'opposition était typique du secteur public et se caractérisait par la défense de privilèges corporatistes. De l'unification de la FLMU et de RdB, auxquels s'ajouteront rapidement de nombreuses autres structures de moindre importance, naissait janvier 1992 la Confédération Unitaire de Base, la plus consistante des organisations syndicales alternatives. De l'expérience du COBAS de l'école était déjà née l'UNICOBAS, une confédération présente surtout dans l'emploi public, et qui pensa maintenir sa propre autonomie. D'autre part, une grande partie des militants COBAS de cette période ne voulut pas faire vivre une expérience à caractère syndicale et conserva une forme organisationnelle fluide ou, si on préfère, de mouvement.

La dynamique de l'USI, elle-même, se trouva modifiée étant donné que dans quelques situations son enracinement s'est renforcé et quelques syndicats de l'USI ont aujourd'hui un poids tout autre qu'anecdotique.

Comme on peut tout de suite le remarquer, le syndicalisme de base n'a pas eu d'inclination à dépasser les divisions issues des plus divers problèmes avec pour effet que la presse tend à en parler avec quelque raison d'une « galaxie extra-fédérale », quoiqu'elle le fasse à des fins toutes autres que sympathiques.

Dans le cas de l'USI, évidemment, le choix de l'autonomie correspond à la nécessité de sauvegarder une spécificité propre et une identité historique nette. Dans d'autres cas, des spécificités catégorielles jouent aussi, comme par exemple pour le COMU qui reste un organisme spécifique des machinistes du Chemin de fer ; dans d'autres cas encore, les divergences entre les organisations ont des motifs qu'il n'est pas toujours facile de comprendre.

La CUB s'est dès le début caractérisée par une forte tendance à ne pas participer aux initiatives des CGIL-CISL-UIL et à construire les siennes avec plus plus ou moins de réussite, afin de rendre évidente aux yeux des travailleurs la différence entre leurs propositions et celles des syndicats institutionnalisés. Cette position lui a certes permis de conquérir la sympathie de groupes de travailleurs sur des positions fortement critiques face aux syndicats confédérés, cela lui a aussi attiré l'hostilité de nombreux secteurs de la gauche syndicale et parlementaire, lié à une conception frontiste, et pour qui l'opposition à la ligne officielle du syndicat doit être, quoi qu'il en soit, unitaire dans la rue et quant aux échéances des grèves.

Une critique similaire, mais qui se base sur des considérations assez différentes, est faite à la CUB de la part des centres sociaux (autogérés, NdlT), qui voient souvent dans les actions des confédérations d'intéressantes occasions de contestation de la ligne de ces mêmes syndicats.

Une nouvelle expérience organisationnelle, le Syndicat des travailleurs auto-organisés intercatégoriels (SLAI-COBAS), animé essentiellement par des militants sortis de la CGIL et, pour certains, adhérents au parti de la Refondation communiste, a, entre autres, diversifié sa propre stratégie de celle de la CUB sur la base d'un choix d'adhésion critique aux initiatives des centrales CGIL-CISL-UIL.

En somme, se remuent aujourd'hui diverses confédérations alternatives (CUB, SLAI-COBAS, UNICOBAS), une libertaire (USI) et diverses organisations locales et catégorielles en dehors de la Coordination nationale des COBAS (CNC), qui se présente plus comme un sujet politique que syndical. Il y a entre cette aire et celle des centres sociaux un vif réseau de rapports qui, cependant, passent plus

1992 - 1993 : l'opposition au gouvernement de « gauche-centre »

par la médiation de camarades qui participent aux deux expériences que par une confrontation large et continue.

Malgré les inégalables difficultés et les limites qui les caractérisent, les syndicats alternatifs ont développé une notable activité au niveau industriel, catégoriel et général. Ils ont, en particulier, contribué à animer l'opposition aux accords de juillet 1992 et 1993 avec lesquels les gouvernements de centre-gauche ou, si on préfère, de gauche-centre ont sèchement dégradé les conditions de vie des travailleurs salariés avec l'accord des centrales CGIL-CISL-UIL.

La victoire des droites, au cours des dernières élections, a considérablement modifié le cadre des relations syndicales étant donné que CGIL-CISL-UIL ont été écartés des mécanismes de concertation triangulaire et l'énième

coupe dans les services et les pensions a été imposée unilatéralement par le gouvernement, appuyé par le patronat.

Dans cette situation, les centrales CGIL-CISL-UIL ont été contraints à jouer un rôle différent qu'à l'accoutumée, à chevaucher l'opposition sociale et, parfois, à l'animer.

Il s'agit, de toute évidence, d'une suite d'événements complexes qui, de plus, est en train de se développer jusqu'à aujourd'hui-même ; et il n'est pas possible, au moins à celui qui écrit, de faire des hypothèses sur la conclusion.

Les centrales CGIL-CISL-UIL s'opposent à la politique du gouvernement de manière limitée. Ils se restreignent à demander une atténuation de la réduction des pensions. Ils acceptent la politique de rigueur, et n'arrivent pas à un accord à cause de l'intransigeance du gouvernement (2). Malgré tout cela, des millions de travailleurs se sont mis en grève et sont descendus dans la rue lors des échéances décidées par les syndicats confédérés. Ils ont réanimé, en partie, des structures sclérosées et bureaucratisées ; ils ont, en somme, rendu une certaine force, au moins pour l'instant, au syndicalisme des grandes confédérations. Il est, en outre, évident qu'une victoire du gouvernement et du patronat couperait les jambes à l'opposition sociale pour pas mal de temps, et qu'il devient difficile de prendre des positions nettement différenciées de celles des grandes confédérations. Les syndicats de base ont souvent fait grève les mêmes jours que ceux choisis par les confédérations, même si c'était sur leur propre plate-forme et avec des cortèges autonomes.

Il reste le fait que la simple existence du syndicalisme de base constitue la preuve qu'il y a un espace d'action non aligné sur les positions du syndicalisme institutionnel ni réduit à la logique de la pression, toute politique, de la rue. Des dizaines de milliers de travailleurs appartiennent, dans l'ensemble, à ces organisations qui mettent en place des assemblées, organisent des grèves et des conflits, et défendent leur propre point de vue dans les entreprises.

Il s'agit, en conséquence, d'une expérience de grand intérêt pour les libertaires impliqués sur le terrain de l'action sociale qui, en son sein, jouent un rôle non négligeable d'organisation, d'expérimentation de leur propre positionnement, de confrontation avec d'autres points de vue, de critique des risques, qui ne manquent pas, de dérive bureaucratique.

Il serait de ce point de vue utile de faire une rencontre internationale plus précise et ponctuelle afin d'enrichir nos propres expériences spécifiques et, quand cela est possible, de coordonner les initiatives. ♦

MIZ

(1) Grandes confédérations italiennes correspondant respectivement (et pas très exactement) en France à : la CGT pour la CGIL, la CFDT pour la CISL, FO pour l'UIL.

(2) Le gouvernement Berlusconi, empêtré dans les « affaires » et gêné par la contestation sociale a quelque peu assoupli sa position, ce qui a permis aux dites grandes confédérations de cesser leurs actions.

La prétendue impuissance de l'Europe

(suite de la « une »)

seulement à travers la libre circulation des capitaux, des marchandises et de certains hommes, mais aussi, et tout simplement, dans sa capacité à dégager des profits et des investissements. L'Union Européenne possède ainsi un PIB (produit intérieur brut) supérieur à celui des Etats-Unis. C'est le premier investisseur à l'étranger (90,9 milliards $ en 1991, contre 27,1 pour les Etats-Unis et 30,7 pour le Japon), le premier commerçant du monde (13 % du commerce mondial, 34 % en intrazone), le bloc qui accueille le plus d'investissements en provenance de l'étranger (68,6 milliards $ contre 24 en Asie). Dans le même temps, c'est aussi le premier producteur de chômage : 11% de la population active européenne en 1993 contre 7% aux Etats-Unis (il s'agit des chiffres officiels... très discutables, bien sûr !).

Le dépeçage des anciens pays de l'Est est inséparable de la puissance européenne

La décomposition du bloc soviétique a modifié la situation. Les pays de l'Est ne constituent plus une menace, ni idéologique, ni militaire, et leur économie s'effondre. Les Etats-Unis ont perdu leur fonction de leader anti-soviétique et, simultanément, les pays européens partent à la conquête d'un marché qui s'ouvre à leurs portes. Dans cette conquête, chacun pour soi et l'Europe pour tous ! Chaque pays joue en effet sa propre carte, sans toutefois remettre sérieusement en cause l'équilibre de l'ensemble. L'Allemagne, alliée au Vatican et donc avec l'Italie, tente de reconstituer une *Mitteleuropa* sous son influence. Ces trois pays ont ainsi accéléré le démembrement de la Yougoslavie en choisissant le camp slovène et croate. La France et le Royaume-Uni, moins dynamiques économiquement, essaient tant bien que mal de contenir cette expansion allemande, et soutiennent le camp serbe mais de loin car il ne faut pas mécontenter l'opinion publique intérieure. Le Royaume-Uni est dans une position particulièrement délicate car, bien qu'allié traditionnel des Etats-Unis il n'est pas sûr qu'il bénéficie du repositionnement américain en Europe.

Les Etats-Unis craignent désormais la concurrence de l'Europe et tous les coups sont bons pour la malmener, à commencer par l'ex-Yougoslavie où ils soutiennent le camp musulman. De plus, ils contentent au passage certains de leurs alliés troublés par la guerre du Golfe : Arabie Saoudite, Turquie...). Bref la guerre en ex-Yougoslavie ne gêne aucunement les Etats qui jouent tous leur carte, sans parler des ventes d'armes qui prolifèrent et qui font tourner le complexe militaro-industriel de grandes puissances. Dans ces conditions, demander à l'ONU, qui représente ces Etats, d'arrêter la guerre en Yougoslavie revient à demander au pyromane d'éteindre le feu qu'il vient d'allumer.

Le démembrement guerrier de la Yougoslavie et le démembrement plus pacifique d'autres pays (Tchéco-Slovaquie, Pays Baltes...) constituent également une nouvelle forme de gestion territoriale et donc de contrôle social. En effet, la logique libérale qui prévaut toujours davantage ne veut pas supprimer l'Etat mais le recentrer sur sa fonction d'encadrement des populations. Mais le vieux cadre de l'Etat-nation n'est pas toujours approprié pour cela : renforcement de bourgeoisies régionalistes opposées aux bureaucraties centrales (Italie du Nord, Catalogne, Pays Basque, Flandres...), inadéquation des vieilles structures territoriales et administratives face à la globalisation et à la mondialisation économique capitaliste, recul, en outre et parfois, du sentiment national dans certaines couches de la population, et désintérêt croissant des citoyens vis-à-vis des élections qui cimentent le consensus national (augmentation de l'abstention).

Supra-nationalité, régionalisme, nationalisme ne sont pas incompatibles au nom de la subsidiarité

Certes, certaines forces politico-économiques (fascisme jacobin, partis communistes ; chevénementistes et gaullistes en France) sont nostalgiques de l'Etat-nation centralisateur, à la fois pour maintenir l'héritage idéologique qui fonde leur identité et pour conserver le pouvoir qui les fait vivre : contrôle de bureaucraties syndicales centralisées, adhésion de certaines couches de la classe moyenne ou même de la classe prolétaire effrayées par la crise et en quête de repli identitaire, soutien de forces économiques situées entre l'échelon local et international. Elles cultivent désespérément le mythe de la nation unitaire et flattent le mécontentement populaire en le brossant dans le sens du poil anti-européen.

Inversement, d'autres forces prônent un régionalisme renforcé, aussi bien les fascistes maurrassiens (nostalgiques des vieilles provinces et d'un naturalisme social) que les écologistes (partisans du *small is beautiful* mais qui ne remettent pas en cause les structures de pouvoir), en passant par les autonomistes-nationalistes bluffés par l'histoire (Catalogne, Pays Basque, Irlande, Tyrol...).

Les sociaux-démocrates comme les chrétiens-démocrates souhaitent de leur côté une certaine supra-nationalité. C'est leur soubassement idéologique depuis toujours : le territoire du super-Etat moderne chez les premiers, celui de l'Eglise transnationale chez les seconds. Mais ce souhait n'est pas incompatible avec une autre facette de leur conception idéologique et sociale : le principe de subsidiarité qui consiste à donner une certaine marge de manœuvre aux échelons inférieurs de la société civile (administrations, communes et régions, petites et moyennes entreprises) tout en laissant les grandes décisions aux échelons supérieurs (gouvernements, instances internationales ou supra-nationales : ONU, FMI, G7, etc).

D'une pierre deux coups :

— faciliter l'exploitation, la domination et l'oppression des citoyens et des travailleurs en la faisant entériner sinon «autogérer» par eux-mêmes ;

— récupérer au passage les mécontentements identitaires, autonomistes, nationalitaires ou autres, au profit d'une démocratie qui se veut directe, d'un parlementarisme « plus près des gens ».

Le clivage gauche-droite est sur ce point complètement dépassé par la réalité et par les véritables rapports de force qui se dessinent.

L'étape de la supra-nationalité n'est donc pas fondamentalement indispensable, ni urgente, pour les forces social-démocrates et chrétiennes-démocrates. Tout au plus peut-elle servir d'outil idéologique pour tenter de cimenter l'aspiration des populations européennes qui veulent un avenir sans guerre, en rupture avec le passé proche. Ce sera dans ce cadre-là que pourrait intervenir plus militairement l'Union européenne en ex-Yougoslavie. Les divergences qui peuvent exister entre les différentes factions politiques ou les différentes bourgeoisies nationales sur la nature fédérale ou confédérale de l'Union européenne, sur les modes de décisions à lui perfectionner et sur toutes les questions de supra-nationalité sont donc totalement secondaires. Du coup, le projet d'armée européenne peut être enterré, celui d'une présidence européenne démocratiquement élue par tous au même moment est repoussé aux calendes grecques, etc. Ce retard de la supra-nationalité n'empêche pas, sur le plan de la répression policière et judiciaire, une coopération entre les différents Etats qui passe non plus par le cadre européen en tant que tel mais par des accords bilatéraux, comme ceux de Schengen qu'a signé un noyau dur de pays du cœur européen (Allemagne, France, Bénélux), et qui ont ensuite été rejoints par quelques autres (Italie, Espagne).

La concurrence s'étend à tous les échelons de la société et de l'espace

La nouvelle subsidiarité socio-territoriale correspond aux mutations technologiques qui permettent d'assouplir les contraintes du temps et donc de l'espace grâce aux nouvelles techniques d'information et de communication (câble, fax, fibres optiques, ordinateurs, vidéo-téléphone). Chaque entité (entreprises, cités, régions) peut maintenant rayonner sur un espace commun, décompartimenté par la mondialisation des échanges, laquelle va de pair avec ces mêmes mutations technologiques (raccourcissement des distances/coûts, augmentation des capacités, gestion en flux tendus et en juste à temps, etc.). Cette évolution produit quasi mécaniquement une exacerbation de la concurrence entre les différentes entités : ce n'est pas nouveau pour les entreprises ni pour les Etats-nations, cela l'est davantage pour les régions et pour les villes. Certains ont pu alors parler d'un néo-hanséatisme, faisant allusion à l'organisation médiévale des villes marchandes. Il va sans dire que cette concurrence va profiter aux plus riches des régions ou des métropoles, et que les alliances qui se nouent déjà entre elles dépassent les vieux clivages territoriaux ou culturels (la « banane bleue » de l'axe lombardo-rhénan ; la « banane jaune » de l'axe méditerranéen Barcelone-Montpellier-Marseille-Gênes ; l'« arc atlantique » de la Corogne à Belfast).

Les vieux Etats-nations, les communes ou (en France) les départements, semblent donc de moins en moins adaptés aux nouveaux besoins du capitalisme. C'est pourquoi fleurissent de nouvelles structures d'encadrement territorial qui tentent de faire coïncider de nouveaux espaces politiques (syndicats de communes, groupements en « pays », etc.) à l'espace économique local. Les rapports entre ces différentes structures politiques se fondent verticalement sur la subsidiarité et horizontalement sur la concurrence. Cela n'exclut pas une concentration du pouvoir décisionnel, bien au contraire. La multiplication des instances intermédiaires a bien pour corollaire l'intervention croissante des instances européennes dans tous les secteurs de la vie sociale, économique et culturelle. La liaison entre ces deux mécanismes complémentaires (délégation et concentration) se fait, comme dans le monde économique, par la diffusion de directives qui sont appliquées par les échelons locaux, et non plus forcément par le pouvoir central.

L'actualité du projet anarchiste socialiste

Dans ce contexte, se réclamer d'un communalisme ou d'un municipalisme, fût-il apparemment libertaire, sans revendiquer la suppression des antagonismes de classes et des structures de l'économie capitaliste revient en fait à faire le jeu de toute la bourgeoisie, européenne ou locale, qui n'a peur que d'une chose : du vide, de l'absence d'interlocuteurs, de la désertion électorale. Même si un fort taux d'abstention n'est pas incompatible avec un bon fonctionnement de la démocratie, comme le prouve l'exemple des Etats-Unis, il semble toutefois difficile que ce schéma puisse s'appliquer efficacement en Europe pour des raisons historiques, sociales et politiques, à cause, notamment, de la persistence d'un courant véritablement socialiste, libertaire et révolutionnaire. Plus que jamais, notre combat anarchiste doit se placer sur le terrain de la lutte des classes, ce qui ne signifie pas, comme le prétendent stupidement nos adversaires marxistes ou libéraux qui trouvent ici un intérêt conjoint de déformer sciemment les choses, qu'il faille se cantonner dans le strict domaine de l'entreprise ou de l'économie : cela signifie AUSSI prendre en compte le terrain de la cité, de la commune et du monde associatif, terrain qui est également traversé par des antagonismes de classes. ♦

PHILIPPE PELLETIER
(Fédération anarchiste francophone)

N. B. : cf. la brochure de la FA, *Les anarchistes et l'Europe*, éditions du ML, et texte (inédit) de Paul (FA de Lyon), pour les rencontres FA de novembre 1994, sur *Les nouveaux encadrements politiques*.